

LE TEMPS

Nations unies Samedi 20 octobre 2012

Accord à Hyderabad: l'aide financière sera doublée pour préserver la biodiversité

Par ATS/AFP

Accord à Hyderabad: l'aide financière sera doublée pour préserver la biodiversité Les aides financières décidées en Inde visent à enrayer l'extinction toujours plus rapide d'espèces animales et végétales. Si aucun chiffre n'a été avancé, ce n'est de toute façon «pas assez» pour le WWF

Un accord international a été adopté dans la nuit de vendredi à samedi à Hyderabad (Inde) pour doubler l'aide financière aux pays en développement d'ici 2015 afin de préserver la biodiversité. Les quelque 180 pays signataires veulent tenter d'enrayer l'extinction toujours plus rapide d'espèces végétales et animales.

Cet accord est intervenu au terme de deux semaines d'âpres négociations entre délégués et ministres. Ces aides financières doivent permettre d'atteindre des objectifs internationaux pour 2020 comme la multiplication des aires protégées sur terre et en mer, la lutte contre la surpêche ou la restauration d'au moins 15 % des écosystèmes dégradés.

Pour le commissaire européen à l'Environnement, Janez Potocnik, cet accord constitue «une contribution essentielle». La Suisse regrette elle que cette mesure ait été adoptée sans l'établissement des besoins sur des bases solides, a précisé samedi l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) dans un communiqué. Et d'ajouter qu'elle pourra difficilement atteindre cet objectif intermédiaire.

La conférence d'Hyderabad a «considérablement contribué à consolider la mise en oeuvre des mesures de conservation de la biodiversité au niveau mondial», estime encore l'OFEV.

Surexploitation des ressources, déforestation, pollution, changement climatique: le taux d'extinction des espèces végétales et animales est jusqu'à 1 000 fois plus élevé que ce qui était connu jusqu'ici, selon les scientifiques.

Impacts sur l'homme

Près d'un tiers des espèces est aujourd'hui menacé d'extinction, a rappelé cette semaine l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Cette érosion a des impacts sur l'homme: les moyens de subsistance et de nombreuses activités économiques dépendant d'une bonne santé des milieux.

Il y a deux ans, la conférence de Nagoya avait buté sur la question des financements, malgré l'adoption d'objectifs ambitieux pour 2020. L'accord d'Hyderabad vise lui à «doubler l'ensemble des flux financiers internationaux relatifs à la biodiversité» vers les pays en développement d'ici 2015 et de les maintenir «au moins à ce niveau jusqu'à 2020».

Ce doublement sera calculé par rapport à la moyenne annuelle des financements en faveur de la nature vers les pays en développement sur la période 2006-2010, selon ce document. Aucun chiffre n'est toutefois avancé.

Dizaines de milliards de dollars

Des experts chiffrent à plusieurs dizaines de milliards de dollars par an les besoins financiers pour tenir les engagements de Nagoya. En contrepartie, les pays en développement devront donner des garanties sur l'utilisation des fonds et mettre eux-mêmes en oeuvre des stratégies nationales et des moyens pour préserver la biodiversité.

«C'est la première fois dans l'histoire qu'il y a un accord qui fixe un objectif financier international en faveur de la biodiversité», s'est félicitée la ministre française de l'Ecologie, Delphine Batho. Autre son de cloche du côté du Canada, qui, au cours de l'assemblée plénière de clôture, a souligné qu'il n'était pas d'accord avec cet engagement.

Pas assez pour le WWF

Pour le WWF, le volet financier est «décevant, parce ce n'est pas suffisant pour atteindre les cibles ambitieuses» adoptées à Nagoya.

Quelques mois après le sommet de Rio+20 plutôt décevant pour la protection des océans, la conférence a par ailleurs permis des progrès pour la protection des espèces marines en haute mer. Une cinquantaine de zones considérées comme sensibles dans le Pacifique, dans les Caraïbes et en Méditerranée ont été établies. La prochaine conférence aura lieu en 2014 en Corée du Sud.

LE TEMPS © 2012 Le Temps SA